

**Développement de l'écosystème entrepreneurial régional et dynamiques des territoires :
le cas des métropoles de la Région Centre Val de Loire**

Isabelle CALME

Institut d'Administration des Entreprises, Université de Tours, 50 Avenue Jean Portalis
BP0607 37206 Tours Cedex 03 – Vallorem EA 6296
isabelle.calme@univ-tours.fr

Abdel-Malik OLA

Institut d'Administration des Entreprises, Université de Tours, 50 Avenue Jean Portalis
BP0607 37206 Tours Cedex 03 – Vallorem EA 6296
abdel-malik.ola@univ-tours.fr

Mariam GHARES

Institut d'Administration des Entreprises, Université de Tours, 50 Avenue Jean Portalis
BP0607 37206 Tours Cedex 03 – Vallorem EA 6296
mariam.ghares@univ-tours.fr

Eric-Alain ZOUKOUA

Institut d'Administration des Entreprises, Université d'Orléans, Rue de Blois BP 26739
45067 Orléans cedex 2. – Vallorem EA 6296
eric-alain.zoukoua@univ-orleans.fr

Mots-clés : Région Centre Val de Loire, Ecosystème entrepreneurial, dealmaker local

Résumé :

L'article vise à décrire la dynamique d'un écosystème entrepreneurial à l'échelle régionale. Un écosystème est un ensemble de composants qui doivent fonctionner ensemble. Les modalités concrètes de ce fonctionnement collectif sont très peu discutées dans la littérature. A partir du cas d'une région française, le Centre Val de Loire (RCVL), notre étude exploratoire décrit les caractéristiques d'un dealmaker local et la manière dont il orchestre cette dynamique. Malgré le fait que la région s'appuie sur cet acteur unique, les modalités de la dynamique ne sont pas harmonisées au sein d'une région. L'action du dealmaker est adaptée aux caractéristiques de chaque métropole.

1. Introduction

Dans le développement de la connaissance en entrepreneuriat sur ces 20 dernières années, deux étapes nous semblent importantes à retenir : l'acceptation que les caractéristiques de l'individu étaient insuffisantes pour comprendre la création et le développement des entreprises (Van de Ven, 1993) ; l'adoption du paradigme selon lequel les composantes présentes sur un territoire pour soutenir l'entrepreneuriat ne sont pas isolées (Mason et Brown, 2014). Ainsi, le concept de l'écosystème entrepreneuriale (EE) a permis d'appréhender la spécificité des territoires dans la stimulation de l'entrepreneuriat en rendant disponible des ressources communautaires grâce aux interactions formelles et informelles qui y sont rendues possibles. [Dès lors, l'aire géographique devient un niveau intéressant d'appréciation de l'EE, avec des interrogations sur ses limites.](#) Isenberg (2016) nous met en garde contre la tentative de vouloir observer les écosystèmes sur de très larges zones géographiques. Pour Riaz et al., (2022) la municipalité est la sous-division géographique la plus appropriée pour identifier et mesurer l'EE. Des travaux tout aussi récents (ex : Brown et Mason 2017 ; Stam et Van de Ven 2021 ; Spigel 2022) ont invité la recherche à explorer l'existence de sous écosystèmes à l'échelle d'une région qui peuvent être basés sur des spécialisations industrielles. Selon [Cho](#), Ryan, [Buciuni](#) (2022), l'attention doit porter sur la région comme unité d'étude mais on peut aussi considérer les écosystèmes comme de sous-ensembles « imbriqués ». Nous suivons les préconisations de ces études récentes en considérant qu'une région avec des disparités culturelles imbrique des EE de différentes maturités.

Bien que le développement économique des territoires, qui est au cœur des compétences des régions, soit une politique importante de l'Union européenne, force est de constater qu'il n'existe pas de définition communautaire de l'entité région. Dans le débat actuel sur les régions et le régionalisme, un relatif consensus apparaît cependant autour de la définition de Pasquier (2012) qui stipule que : « la région est une unité territoriale et une entité socio-politique située à une échelle intermédiaire, entre le local et l'État central ou fédéral ». Selon Seys (2017, 2019), cette définition manque de précision, car elle n'indique pas clairement ce que signifie le terme local par rapport à la commune et, si le fait régional doit être attesté par des compétences, minimales ou particulières, que l'unité politique si qualifiée aurait. Afin de résoudre ce problème, ce chercheur propose de retenir comme définition : « Une région est une unité territoriale et une entité socio-politique infranationale et supracommunale qui a au moins :

- une ou plusieurs administrations étatiques déconcentrées ; ce sont les régions administratives ;
- des compétences de l'administration locale gérées par un conseil régional élu ; ce sont les régions décentralisées ;
- compétence législative exclusive ou compétence partagée avec l'État pour gérer les politiques d'intérêt régional ; ce sont les régions qui composent les États fédéraux » (Seys, 2017).

Nous retenons pour notre recherche la définition de Seys (2017). Cette définition montre ainsi qu'en Europe, la région recouvre des réalités diverses d'un pays à l'autre.

En France, les différentes lois de décentralisation ont conduit à répartir les compétences en matière d'orchestration et de développement de l'EE à deux niveaux territoriaux : les régions et les métropoles. Ces acteurs sont censés jouer un rôle important dans le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat par le financement, la fourniture d'infrastructures, etc.

Dans le cas de la France, la loi NOTRe de 2015 a profondément changé le visage des régions en fusionnant certaines d'entre elles. En plus d'avoir renforcé leurs compétences en matière de

développement économique et d'innovation, elle a également créé 13 métropoles aux compétences économiques renforcées. Au 1er janvier 2016, la France est passée de 27 à 18 régions :

- 6 régions ont été maintenues dans leurs limites (Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse) ;
- 5 régions sont issues de la fusion de deux anciennes régions (Hauts-de-France, Normandie, Rhône-Alpes-Auvergne, Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie) ;
- 2 régions sont issues de la fusion de trois anciennes régions (Nouvelle Aquitaine et Grand-Est).

Dans le prolongement de cette réforme, on a également constaté une augmentation du nombre de métropoles dans les régions, qui sont passés de 13 à 22. Par ailleurs, certaines régions comptent désormais deux ou plusieurs grandes villes à statut métropolitain : Montpellier et Toulouse en Occitanie, Grenoble, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand et Lyon en Auvergne-Rhône-Alpes, Strasbourg, Metz, Nancy et Reims dans le Grand Est, Orléans et Tours en Centre Val de Loire. Cette évolution a certainement provoqué un bouleversement des politiques de coordination en matière de développement économique de ces territoires et de structuration de leur EE, puisqu'elle s'inscrit dans un contexte de concurrence, voire de rivalité, plutôt que de complémentarité entre ces territoires (Seys, 2019).

Face au manque de travaux sur le rôle de ces acteurs dans le contexte français, notre travail vise à comprendre la dynamique actuelle de l'EE à l'échelle d'un territoire : le Centre Val de Loire (RCVL).

Suite à la dernière loi NOTRe de 2015, le RCVL fait partie des régions qui sont restées à périmètre constant. De même, c'est l'une des régions qui compte deux agglomérations (Tours et Orléans) sur les 22 agglomérations françaises.

Notre étude porte sur les politiques publiques qui visent à stimuler le développement de l'EE. En effet, au sein d'une région, il peut exister une pluralité de contextes entrepreneuriaux coordonnés par l'action de négociateurs locaux (Spigel, 2022). Nous aimerions mieux comprendre comment le RCVL structure et coordonne les relations entre les composantes de l'EE dans ses deux aires métropolitaines. Les études existantes décrivent largement les composants et leurs relations d'affiliation (Theodoraki, 2021 ; Theodoraki et al. 2020). D'autres privilégient le point de vue des entrepreneurs pour construire les relations pertinentes à la création d'entreprise (e.g. Motoyama et Knowlton, 2016). Nous adoptons une approche holistique et systémique (Stam et Van de Ven, 2021 ; Alvedalen et Boshma, 2017, Riaz et al., 2022).

2. Revue de la littérature sur les Ecosystèmes Entrepreneuriaux

2.1 Définition de l'EE

Le concept d'EE décrit le schéma d'interactions, entre acteurs publics et privés, observé dans une zone géographique et indispensable à l'entrepreneuriat. Son objectif est d'influencer positivement la création et le développement d'entreprises avec des externalités sur l'ensemble de l'économie (Cohen, 2006 ; Montaya et Knowlton, 2016 ; Neck et al, 2004 ; Roundy et al 2018). L'EE se caractérise par sa capacité à diffuser des connaissances généralistes utilisables par tous les types d'entreprises (Acs, Szerb, Autio 2014 ; Cohen, 2006 ; Spigel 2022). Il se distingue des clusters et districts par l'absence d'une spécialisation industrielle. En effet, plusieurs auteurs ont décrit un EE par sa capacité à disséminer des connaissances généralistes, des techniques et outils utilisables par tout type de startups qui connaîtrait les phases de création, d'amorçage et de scale-up des startups (Cao et Shi, 2020 ; Cohen, 2006 ; Spigel

2021). Il est distinct d'un pôle de compétitivité par le mode de gouvernance qui est diffus, collectif, mouvant et non imposé (Acs, Szerb, Autio 2014). Un EE est donc une organisation particulière à l'échelle d'un territoire avec de multiples caractéristiques décrites dans une littérature foisonnante donc les principales sont dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Principales caractéristiques des EE soulignées dans la littérature

Auteurs	Caractéristiques des EE
Cao et Shi 2020	Logique d'interaction pour faciliter le <i>knowledge spillover</i> Logique de ressource avec une allocation efficace des moyens utiles à l'entrepreneuriat productive Logique de gouvernance : implication de toutes les parties prenantes
Stam et Van de Ven 2021	Processus entrepreneurial : conduit à l'identification et l'exploitation des opportunités pour de nouvelles créations Logique de coévolution et d'interdépendance
Roundy et al 2018	Intentionnalité des entrepreneurs, Cohérence donc lien entre des activités entrepreneuriales Injections des ressources.

La structure des interactions entre les composantes de l'environnement est différente d'un territoire à l'autre, ce qui explique l'unicité des EE (Isenberg, 2011). L'EE explique comment un réseau d'acteurs localisés, influencé par des forces institutionnelles plus ou moins fortes, est impliqué dans la genèse, la diffusion et l'utilisation d'une innovation (Van de Ven, 1993 ; Alvedalen et Boschma, 2017).

La dimension géographique est au cœur des différentes définitions et analyses empiriques de l'EE, bien qu'il n'y ait pas de consensus sur les limites du territoire au sein duquel ce système est observé. La littérature regorge d'études de cas telles que : Victoria-Colombie-Britannique au Canada (Cohen, 2006), Saint Louis Missouri aux États-Unis (Motoyama et Knowlton, 2016) ; 12 régions aux Pays-Bas (Stam et Van de Ven, 2021) ; Phoenix - Arizona aux États-Unis (Mack et Mayer, 2016) ; Campus Hongo - Université de Tokyo au Japon (Sugawara, 2021). L'EE peut donc exister à l'échelle d'une université, ou d'une ville ou d'une Région. Ce qui distingue le plus l'EE d'un territoire, c'est la densité. La faible densité se décrit par la prédominance d'un élément de l'EE qui orchestre la dynamique de l'ensemble, ce qui est généralement observé à l'étape de démarrage (Motoyama et Knowlton, 2016 ; Spigel, 2016). Par exemple, l'acteur public Arch Grant au démarrage de l'EE à Saint Louis Missouri aux USA (Motoyama et Knowlton, 2016) qui initie une compétition de business plan pour créer une dynamique sur le territoire. La densité est forte lorsque les éléments de l'EE sont fortement interconnectés et se soutiennent mutuellement de manière plus équilibrée (Spigel, 2015). Ici la dynamique s'organise collectivement avec des acteurs aux intérêts alignés et interdépendants, facilitant la circulation de l'information (Cao et Shi, 2020).

De ce qui précède, nous retenons que la logique d'interactions est nécessaire pour soutenir la volonté des entrepreneurs à créer de nouveaux produits grâce aux différentes ressources présent dans leur communauté. Cependant, un EE s'ancre inévitablement sur une géographie limitée tout en n'ignorant pas les spécificités territoriales. La compréhension et l'évaluation de l'impact d'un EE vont ainsi passer par une définition des éléments qui fondent cette organisation spécifique propice à l'entrepreneuriat productif. Nous les abordons ci-dessous.

2.2 Une vision holistique d'un EE

Pour définir la composition d'un EE, les approches qui privilégient un acteur (exemple de l'université ou de l'incubateur) dans leur analyse nous paraissent parcellaires. Pourtant, elles se sont très vite répandues surtout dans la littérature francophone (Theodoraki et al, 2020, Theodoraki, 2021 en France, Sugawara, 2021 au Japon). Nous défendons ici la nécessité d'une vision holistique d'un territoire pour comprendre et tenter d'évaluer la maturité de son EE. Les études qui décrivent ces composantes clé foisonnent. Le tableau 2 répertorie les conceptions les plus citées. On constate des similarités entre les différentes conceptualisations, avec des composantes tangibles et intangibles, biotiques et abiotiques.

Tableau 2 : les principales composantes des EE décrites dans la littérature

Auteurs	Composantes des EE
Van de Ven 1993	<ul style="list-style-type: none"> - Les services complémentaires (Vs proprietary fonction) nécessaires pour établir un BM viable - Les dotations en ressources portées par les instituts de recherche scientifiques, les acteurs du financement, le pool de ressources humaines compétents - Les dispositifs institutionnels à savoir les normes, les standards de légitimité, les organes de confiance, la régulation
Montaya et al (2016)	<ul style="list-style-type: none"> - Les organisations supports focalisés sur l'entrepreneuriat - Les individus (anciens entrepreneurs ou serial entrepreneurs) impliqués à travers le recyclage entrepreneurial - Les investisseurs - Les événements entrepreneuriaux - Les universités
Alvedalen et Boschma (2017)	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations : services supports privés et publics - Les grandes entreprises dans le rôle d'incubation et de marché - Institutions
Mason et Brown (2014)	<ul style="list-style-type: none"> - Les organisations supports (e.g. firms, venture capitalists, business angels, banks) - Les institutions (universities, public sector agencies, financial bodies) - Le processus entrepreneurial (e.g. the business birth rate, numbers of high growth firms, levels of 'blockbuster entrepreneurship', number of serial entrepreneurs, degree of sellout mentality within firms and levels of entrepreneurial ambition)
Neck et al (2004)	<ul style="list-style-type: none"> - Les grandes entreprises incubateurs - Les spin-offs (les nouvelles entreprises quittant les incubateurs) - Les relations informelles avec les autres startups, les amis, les familles - Les relations formelles avec l'université (recherche), les agences gouvernementales, les professionnels supports, les sources de capitaux, les pools de talents, les grandes firmes - Les infrastructures physiques : routes, transports, immobiliers, bureaux professionnels - La culture
Isenberg (2010)	<ul style="list-style-type: none"> - Le pouvoir politique avec l'interventionnisme directe des gouvernements mais aussi la légitimation de l'entrepreneuriat - Le marché avec le premier consommateur mais aussi le réseau comme accès aux prospects - Le capital humain qui provient des institutions de formation mais aussi le talent pool constitué sur la zone géographique - Les services supports qui regroupent les prestataires privés, les infrastructures mais aussi les organes non étatiques de promotion et de dissémination de l'esprit entrepreneurial - La culture qui prend en compte la visibilité des success story qui elles-mêmes participent à établir l'entrepreneuriat comme norme sociale - La finance regroupe les canaux spécialisés dans l'accès au capital

Pour notre étude nous avons choisi le modèle d'Isenberg (2011) qui, bien que souvent qualifié de statique, nous semble plus détaillé pour une lecture aisée de l'EE régionale. Ce modèle distingue 5 domaines nécessaires à une EE, à savoir : Accompagnement, Culture, Finance, Marché, Politique et Capital Humain. Isenberg (2016) précise qu'une lecture dynamique de son modèle peut être faite en insistant sur le lien entre toutes ses composantes. Cependant, le modèle d'Isenberg (2011) n'étudie pas explicitement le rôle d'orchestration des acteurs de l'EE. Feldman et Zoller (2012) suggèrent que la présence locale des négociateurs est plus importante pour un entrepreneuriat réussi que la politique globale du réseau régional d'entrepreneurs et d'investisseurs. Spigel (2022) insiste sur l'inclusion des dealmakers dans l'étude EE, mais ne précise pas le contenu de son rôle.

Le terme « dealmakers » est utilisé familièrement dans la pratique de l'entrepreneuriat pour désigner les individus qui agissent en tant qu'initiés dans les réseaux régionaux et s'engagent activement dans la création et le maintien de nouvelles entreprises (Senor et Singer 2009). En ce qui concerne la culture d'entreprise en France, nous utilisons le terme Dealmaker pour désigner les actions d'acteurs institutionnels privés ou publics qui remplissent le rôle du dealmaker tel que défini ci-dessus dans les travaux de Feldman et Zoller (2012), Pittz et al, (2019) et Spigel (2021). La culture et l'environnement des affaires dans le monde entrepreneurial français laissent peu de place à ces négociateurs individuels comme discuté dans la littérature. Les missions de structuration et d'accompagnement du développement des entreprises innovantes par la mobilisation de leur capital social (Feldman et Zoller, 2012) sont davantage confiées à des acteurs institutionnels.

Notre recherche vise donc à combler cette lacune en identifiant les modalités de l'orchestration de l'EE et le rôle joué par le RCVL

3. Terrain mobilisé et méthodologie de la recherche

Nous avons choisi d'adopter une démarche qualitative descriptive et compréhensive (Charreire & Durieux, 2003). Nous nous focalisons sur des acteurs ancrés dans l'écosystème de la Région CVL, région dans laquelle les auteurs sont bien implantés.

Sans prétendre à l'exhaustivité, il s'agissait pour nous de pouvoir interroger une diversité d'acteurs de cet écosystème. Nous avons rencontré des financeurs, des chambres consulaires, des organisations de développement économique, des structures d'incubation, des espaces de co-working, des pépinières d'entreprises, des associations *d'entrepreneurs*, des universitaires. Nous avons rencontré très tôt en juin 2021 l'organisme régional de développement économique qui nous a fourni une liste des acteurs sur lesquels ils s'appuient dans leur mission de soutien à l'entrepreneuriat. Ces premières rencontres nous ont mené d'une part vers des acteurs pivots mis en place par les deux métropoles Tours et Orléans (le LAB'O implantés à Orléans et MAME situé à Tours). D'autres part, nous avons aussi rencontré d'autres acteurs de l'EE en dehors de ces lieux dits totem, notamment DEV'UP. DEV'UP est une structure privée née de la fusion de plusieurs agences territoriales d'accélération et de création d'entreprises innovantes. Elle fonctionne comme le « bras armé » de la Région dans le déploiement de sa politique économique en matière de création et de structuration des acteurs de l'innovation et de la création d'entreprises. Les sites internet des différents acteurs ont été continuellement explorés (missions et événements) pour constater les actions menées par chacun d'eux en matière d'EE dans leurs domaines respectifs. Nous avons insisté sur les interactions entre les différents acteurs de notre échantillon. Vingt entretiens semi-directifs

ont eu lieu entre septembre 2021 et avril 2022. Ils ont duré entre 45 et 60 minutes et ont été retranscrits.

Nous avons effectué un codage axial pour identifier les thèmes généraux puis un codage sélectif pour les idées récurrentes. Ces thèmes ont été catégorisés selon le modèle d'Isenberg (2011), tout en veillant à ce que les liens entre eux soient visibles. Afin de réduire les biais méthodologiques liés au processus d'interprétation, un double codage des entretiens a été réalisé. Nous avons séparé les acteurs selon les territoires car nous considérons qu'il y a des différences historiques entre les deux territoires et qu'il y a des différences dans leurs stratégies d'accompagnement. Les missions et actions menées par les deux acteurs pivots sont différentes.

4. Résultats de la recherche

Nos résultats montrent que chaque aire métropolitaine a sa propre approche spécifique. D'une part, le RCVL, à travers DEV'UP, travaille en étroite collaboration avec un acteur, LAB'O, qui est affilié à Orléans. En revanche, à Tours, DEV'UP travaille en étroite collaboration avec des acteurs variés.

Actions au niveau régional : le rôle de dealmaker de DEV'UP

La région Centre Val de Loire, pour déployer la stratégie d'innovation et d'entrepreneuriat, s'appuie sur ses services supports notamment la direction de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et du transfert de technologie. Elle a aussi créé une agence spécialisée appelée DEV'UP Centre Val de Loire. Cette agence a la forme juridique d'une association loi 1901 et est, présidée par le président de la région. Elle fédère, dans sa gouvernance, l'ensemble des acteurs économiques régionaux qui vont de la région aux intercommunalités, du Conseil Économique, Sociale, Environnemental Régional (CESER) aux chambres consulaires, des Services de l'État aux organismes financiers (Banque Publique d'Investissement, banques...), des pôles de compétitivités jusqu'au réseau de recherche. DEV'UP est en charge de la stratégie régionale d'innovation de la région. En tant que force politique, la composition de sa gouvernance reflète une volonté d'associer tous les acteurs politiques de premier plan ayant des responsabilités en matière de développement économique. Par ailleurs dans le cadre de ses missions, DEV'UP travaille avec des acteurs financiers (banques, fonds d'investissement) afin d'offrir un véhicule de financement spécifique au développement de l'innovation. C'est le cas du partenariat avec BPI dans le cadre des Fonds régionaux d'Innovation et dont le délégué régional est en charge de la mesure « Simplifier et diversifier les modes de financement de l'innovation » de la stratégie régionale d'innovation afin de couvrir leurs besoins en matière de création, d'innovation et de développement. DEV'UP a des agences sur chaque territoire pour une intervention au plus près des acteurs et des entrepreneurs. L'objectif est de faciliter l'émergence d'un EE fort avec de fortes interactions. Le réseau entretenu par l'agence est donc large, à l'intérieur de ses territoires, mais aussi sur le plan national et international. A travers DEV'UP, la région CVL est présente dans les réseaux internationaux (ex Enterprise Europe Network) facilitant ainsi le montage des projets et la recherche de financements européens. DEV'UP va jouer donc le rôle de local dealmakers (Spigel, 2021) dans l'interconnexion des sous EE de la région CVL.

Nonobstant, cette politique à l'échelle de la région qui semble être coordonnée, les réalités observées sur les territoires offrent de profondes différences dans les pratiques des EE.

Écosystème Orléanais

L'écosystème orléanais s'articule majoritairement autour d'un acteur : l'association de loi 1901 OVLT LAB'O Village by CA. La plupart des acteurs rencontrés sur ce territoire sont convaincus que l'essentiel de la vie entrepreneuriale s'y déroule. OVLT apporte des services d'incubation (Saxo 45, TTbooster, Créa Campus), héberge les projets en leur procurant les activités supports divers. OVLT souhaite dans le futur élargir son accompagnement entrepreneurial à des cibles autres que des startups avec une meilleur transversalité. Elle dispose d'un FABLAB et anime la vie des résidents (COCORICO LAB'O). OVLT accueille de façon récurrente divers conférences et événements (Connexion Days, Foire aux Neurones) permettant à cette association *entrepreneurship friendly*, de faciliter les interactions entre les différentes parties prenantes de l'EE sur le territoire.

Le domaine « Capital humain » est couvert par le monde universitaire qui apporte les compétences techniques nécessaires à l'innovation. En étroite collaboration avec OVLT, il participe à l'animation de l'EE avec des programmes entrepreneuriaux : TInnov avec la BRGM, L'Agreen Lab'O avec l'INRAE, la plateforme PRIMMO avec le CHRO ...)

Le domaine « Marché » nous a semblé peu couvert sur la métropole Orléanaise. Cependant le LAB'O joue encore un rôle central sur ce plan en rendant disponible des panels de testeurs. Les différents événements LAB'O intègre systématiquement des rencontres informelles pour faciliter la constitution de réseau de l'entrepreneur.

Avec le domaine « Culture », LAB'O incite fortement ces résidents à devenir mentor dès la sortie du co-working. Elle collabore avec des organismes du territoire pour mettre en évidence les succès des entreprises. Les événements récurrents Connexion Days et Human Tech Days prévoient des partages d'expérience par les créateurs. Des événements à grande échelle destinés aux succès entrepreneuriaux sont insuffisants.

Sur le domaine Finance, le LAB'O est encore un acteur privilégié grâce à son partenariat avec le Crédit Agricole. Il sert de *sourcing* pour les différents dispositifs de financements du démarrage proposés par les banques, la BPI et d'autres institutionnels. Le financement par les acteurs privés (Business Angel ou Family office) est très peu présent dans le discours acteurs rencontrés.

Écosystème Tourangeau

Contrairement à Orléans, nos données démontrent un EE tourangeau sans acteur pivot, mais une multiplicité d'acteurs, chacun se concentrant sur une niche, déployant divers programmes entrepreneuriaux, tous participant à la dynamique sur le territoire.

Le tiers lieu MAME accueille des entreprises innovantes, des cellules offrant des fonctions supports utiles à la création d'entreprises, un Fab Lab, des espaces de coworking. Plusieurs événements récurrents ont lieu sur le site de MAME pour faciliter le réseautage. L'incubateur Pole Aire va encourager l'entrepreneuriat Eco Responsable. Les pépinières START'INBOX et START'ERE ont vu plusieurs startups prendre leur envol depuis 2012.

Le domaine « capital humain » est soutenu par le monde universitaire qui offre des compétences techniques mais aussi entrepreneuriales à travers PEPITE (créa campus et Pépité

Starter). De façon indépendante, des acteurs tels que les chambres consulaires et des acteurs associatifs tels que BGE jouent un rôle clés dans la formation à l'entrepreneuriat.

Le domaine « Marché » voit un acteur tel que Réseau Entreprendre qui facilite la mise en relation des acteurs. Dans cette même perspective, les deux pépinières citées plus haut jouent ce rôle important de mise en relation entrepreneurs-industries.

Le domaine « Culture » est très peu fourni sur la métropole. Les Rencontres Performance organisées par la CCI, et les manifestations spécifiques de partages d'expérience sur les parcours entrepreneuriaux des organisations professionnelles (le Réseau Entreprendre Loire Vallée, la jeune chambre économique) sont des exemples intéressants de promotion de l'entrepreneuriat. Elles restent encore peu nombreuses et peu médiatisés. En termes de sensibilisation, nous avons « Objectif Entreprendre » de la CCI qui est un évènement annuel.

Le domaine « Finance » est dominé par les dispositifs de prêt d'honneurs où le réseau entrepreneurs, les chambres de commerce, la BPI collaborent pour apporter les capitaux propres qui ouvriront la porte à des financement bancaires. Le financeur privé que représente le réseau de business angels VDFA est invisible aux yeux des acteurs rencontrés.

Nous retrouvons ici des dispositifs similaires à ceux d'Orléans. Tours se singularise néanmoins par le fait que, suivant les domaines du modèle d'Isenberg, plusieurs acteurs sont évoqués par les personnes interviewées comme référent sur les ressources fournies. Chaque acteur est sur une niche de l'EE, ce qui ne l'empêche pas néanmoins d'interagir avec l'EE. Nous ne retrouvons pas ici un point d'entrée unique comme c'est le cas à Orléans à travers le LAB'O. Cette diversité d'acteurs favorise la complémentarité des actions mais parfois crée de la redondance déplorée par les acteurs de l'EE tourangeau.

5. Discussion et conclusion

Notre étude montre clairement que la volonté régionale de créer un acteur central dédié à l'innovation et à l'entrepreneuriat ne s'est pas traduite par des modes d'orchestration identiques. L'EE est structurée de manière identique dans ses deux principales agglomérations, Orléans et Tours. Il existe des similitudes entre les deux villes, facilitées par le rôle de négociateur de la région, mais il existe une différence dans la manière dont l'action entrepreneuriale collective est structurée. Le dealmaker s'adapte donc aux spécificités locales. En effet, alors qu'Orléans, sous l'impulsion de sa métropole, structure ses actions autour d'un partenaire unique, le Lab'O, avec lequel DEV'UP interagit en permanence, à Tours nous avons une multiplicité d'acteurs et des points d'entrée variés. Selon de nombreux acteurs de terrain, cette disparité est justifiée par les choix politiques opérés dans chacune de ces deux régions. En effet, la métropole tourangelles a un endettement qui pèse sur sa situation financière et ne semble pas vouloir opter pour la création d'une structure ad hoc en charge de l'accompagnement à la création d'entreprise. Ce choix a été fait à Orléans. Le territoire de Tourangeau a choisi de laisser une place plus importante à des acteurs publics et privés diversifiés. La structuration de l'EE se fait de manière polymorphe autour de ces multiples acteurs. Cela n'est pas sans difficultés pour le territoire et pour DEV'UP qui doit trouver les acteurs adaptés en fonction des enjeux. Cela ne simplifie pas leur tâche de négociateurs. Par ailleurs, nos interlocuteurs à DEV'UP et à l'Université de Tours reconnaissent que cette disparité des contacts n'est pas toujours simple et source de flexibilité en termes de montage d'affaires et d'accompagnement des entreprises. Cela peut être une source de fragilité pour le

territoire tourangeau qui aujourd'hui semble moins dynamique que le territoire Orléanais. De plus DEV'UP constate que le flux et le dynamisme de création d'entreprise sont plus importants à Orléans qu'à Tours. Cependant, les conclusions concernant le bassin de Tours doivent être nuancées, car dans certains cas nécessitant une connaissance pointue d'un marché pour la survie et le développement d'un projet, une telle organisation autour d'acteurs très spécialisés peut s'avérer utile.

La structuration d'Orléans autour d'un acteur unique pouvant fédérer les acteurs autour d'un coordinateur central de l'EE semble offrir des avantages significatifs en termes de dynamisme.

Il s'agit d'une contribution majeure à la compréhension de la dynamique de l'EE à l'échelle régionale. Une prochaine étape consiste à explorer les causes de ces différentes modalités et leurs conséquences économiques.

La concurrence et les conflits historiques entre acteurs politiques (élus) sur le territoire semblent être une variable à intégrer dans cette future étude.

6. Bibliographie

Acs, Z. J., Autio, E., & Szerb, L. (2014). National systems of entrepreneurship: Measurement issues and policy implications. *Research policy*, 43(3), 476-494.

Brown, R., & Mason, C. (2017). Looking inside the spiky bits: a critical review and conceptualisation of entrepreneurial ecosystems. *Small business economics*, 49(1), 11-30.

Cao, Z., & Shi, X. (2021). A systematic literature review of entrepreneurial ecosystems in advanced and emerging economies. *Small Business Economics*, 57(1), 75-110.

Charreire , S., Durieu x, F., 2003, « Explorer et tester : deux voies pour la recherche », in Thiétart, R.-A., Ed., Méthodes de recherche en management, Ed. Dunod, Paris, 2003, pp. 57-81. 384 pp.

Cho, D. S., Ryan, P., & Buciuni, G. (2022). Evolutionary entrepreneurial ecosystems: A research pathway. *Small Business Economics*, 58(4), 1865-1883.

Cohen, B. (2006). Sustainable valley entrepreneurial ecosystems. *Business strategy and the Environment*, 15(1), 1-14.

Maryann Feldman M. et Zoller T.D. (2012) Dealmakers in Place: Social Capital Connections in Regional Entrepreneurial Economies, *Regional Studies*, 46:1, 23-37, DOI: 10.1080/00343404.2011.607808.

Isenberg, D. (2011). The entrepreneurship ecosystem strategy as a new paradigm for economic policy: Principles for cultivating entrepreneurship. *Presentation at the Institute of International and European Affairs*, 1(781), 1-13.

Isenberg, D. J. (2016). Applying the ecosystem metaphor to entrepreneurship: Uses and abuses. *The Antitrust Bulletin*, 61(4), 564-573.

- Mason C. & Brown R. (2014). Entrepreneurial Ecosystems and growth oriented entrepreneurship. Background paper prepared for the workshop organised by the OECD LEED Programme and the Dutch Ministry of Economic Affairs, The Hague, Netherlands.
- Mack, E., & Mayer, H. (2016). The evolutionary dynamics of entrepreneurial ecosystems. *Urban studies*, 53(10), 2118-2133.
- Motoyama, Y., & Knowlton, K. (2016). From resource munificence to ecosystem integration: the case of government sponsorship in St. Louis. *Entrepreneurship & Regional Development*, 28(5-6), 448-470.
- Neck, H. M., Meyer, G. D., Cohen, B., & Corbett, A. C. (2004). An entrepreneurial system view of new venture creation. *Journal of small business management*, 42(2), 190-208.
- Roundy, P. T., Bradshaw, M., & Brockman, B. K. (2018). The emergence of entrepreneurial ecosystems: A complex adaptive systems approach. *Journal of Business Research*, 86, 1-10.
- Spigel, B. (2016). Developing and governing entrepreneurial ecosystems: the structure of entrepreneurial support programs in Edinburgh, Scotland. *International Journal of Innovation and Regional Development*, 7(2), 141-160.
- Spigel, B. (2022). Examining the cohesiveness and nestedness entrepreneurial ecosystems: evidence from British FinTechs. *Small Business Economics*, 1-19.
- Stam, E., & Van de Ven, A. (2021). Entrepreneurial ecosystem elements. *Small Business Economics*, 56(2), 809-832.
- Sugawara, T. (2021). Growth of university entrepreneurial ecosystems A case of the University of Tokyo. *Annals of Business Administrative Science*, 20(6), 283-296.
- Theodoraki, C. (2021). Écosystème entrepreneurial académique : vers l'élaboration d'une stratégie écosystémique efficace. *Revue internationale P.M.E.*, 34(3-4), p.16–36.
- Theodoraki, C., Messeghem, K. et Audretsch, D.B. (2020). The effectiveness of incubators' co-opetition strategy in the entrepreneurial ecosystem: empirical evidence from France. *IEEE Transactions on Engineering Management*. Récupéré le 26 avril 2022 sur le site : <https://ieeexplore.ieee.org/abstract/document/9268967>.
- Van de Ven, H. (1993). The development of an infrastructure for entrepreneurship. *Journal of Business venturing*, 8(3), 211-230.